

Province de HAINAUT

Arrondissement de MONS

COMMUNE DE JURBISE

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE

SEANCE PUBLIQUE DU 19 FEVRIER 2013

PRESENTS : MM. Galant J., Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Robette-Delputte F., Decamps P., Delhay J., Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., Petit N., Conseillers.

EXCUSEE : Vanderkel A., Conseiller

Monsieur Gillard S., Secrétaire Communal f.f.

Avant de débiter la séance, la Présidente apporte une correction à une réponse apportée lors de la séance précédente (question de Madame Senecaut au point 7 de la séance du 22 janvier 2013) : la limite de trois mandats effectués au sein de la C.C.A.T.M. ne concerne que les mandats effectifs, et pas les mandats réalisés en tant que suppléant ».

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 22 janvier 2013 – partie publique —
approbation

Le Conseil Communal, à l'unanimité :

Approuve le procès-verbal de la séance du 22 janvier 2013, partie publique.

2. **Finances – Octroi d'une dotation communale 2013 à la zone de police Sylle et Dendre –**
approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les questions budgétaires et comptables;

Vu la circulaire ministérielle traitant les directives pour l'établissement du budget de police exercice 2013 à l'usage de la Zone;

Vu la circulaire ministérielle du 18 octobre 2012 traitant les directives pour l'établissement du budget communal;

Attendu qu'une dépense de transfert d'un montant de 754.970,98 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2013, aux fins d'une dotation à la zone de police;

Décide à l'unanimité :

Article unique : d'octroyer une dotation communale de 754.970,98 euros pour l'année 2013 à la zone de police Sylle & Dendre et de transmettre la présente résolution au Comptable spécial, au Receveur Communal et aux autorités de Tutelle.

-
3. **Finances** - Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire avec les « queues » d'emprunts et subsides inutilisés – **approbation**

Le Conseil Communal,

Attendu que le service extraordinaire présente une situation active suite à des « queues » d'emprunts et subsides inutilisés et que ces éléments pourraient constituer un fonds de réserve extraordinaire affecté à la couverture de dépenses extraordinaires ;

Attendu qu'il est demandé d'en dégager les éléments constitutifs réellement disponibles ;

Vu les éléments dégagés comme suit :

<i>Ouverture de crédit</i>	<i>Dénomination/libellé</i>	<i>Année budgétaire</i>	<i>Montant</i>
1522	Aménagement de la conciergerie	2008	12.385,48€
1581	Acquisition des plaques de rues	2007	292,03€
1510	Travaux d'appropriation – Rieu Bacarte	2007	8.361,67€

-Double emploi entre les emprunts D1518 et D1563 et les subsides pour les travaux d'égouttage rues Franc Boudin et Erbisoeul

2007 / 2011 95.410,00€

- Double emploi entre l'emprunt D1557 et les subsides pour les travaux d'égouttage de rue Claus

2008/2009 64.510 ,00€

Total **180.959,18 €**

Attendu qu'un montant de 180.959,18€ peut être affecté, avec discernement, au fonds de réserve extraordinaire pour couvrir des dépenses extraordinaires;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles 1311-1 et 1331-3 ;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le Règlement Général sur la comptabilité communale, notamment les articles 27 ;

Attendu que la commune souhaite utiliser ce solde pour couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au budget communal 2013 et qu'il est demandé au Conseil Communal d'approuver l'affectation des montants non inutilisés des emprunts pour constituer un fonds de réserve ;

Vu la circulaire budgétaire du 18 octobre 2012 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne ;

Sur proposition du Collège Communal il est demandé au conseil communal d'affecter un montant de 180.959,11€ au vu de constituer un fonds de réserve extraordinaire pour couvrir les dépenses extraordinaires inscrites au budget 2013.

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1 : D'affecter le solde des « queues » d'emprunts et subsides inutilisés repris ci-avant dans la présente résolution pour constituer un fonds de réserve extraordinaire au vu de couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au budget 2013.

Article 2 : De transmettre exemplaires de la présente délibération aux autorités de tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables, à Monsieur le Receveur Communal.

4. **Finances – Budget communal exercice 2013 services ordinaire et extraordinaire – approbation.**

Le budget communal 2013 de la Commune est présenté par la Présidente. Madame Senecaut, pour le groupe PS, présente la position de l'opposition.

« Sur la forme, le Groupe PS tient à saluer la qualité du travail réalisé par l'administration communale pour présenter un projet de budget clair et pédagogique.

A propos du fond, le PS est bien évidemment plus nuancé. La ligne politique défendue par la majorité libérale privilégie en effet davantage la sécurité par rapport social. C'est un choix, revendiqué par ailleurs.

Si nous ne négligeons pas la nécessaire lutte contre une insécurité ambiante, si nous avons toujours soutenu l'augmentation de la dotation à la zone de police, il ne nous semble pas opportun de d'entretenir ce sentiment par une multiplication de mesures. La majorité – en faisant notamment le choix de recruter un policier en dehors de la politique de la zone et en agissant également seule dans la problématique des caméras de surveillance – présente des dépenses de sécurité policière presque équivalentes à sa dotation au CPAS. Dont acte.

Le PS ne suit pas cette orientation notamment parce qu'il n'a pas de réponses quant à la maintenance et aux conditions de visionnement des caméras de surveillance, pas plus que sur les endroits où elles seront posées.

Le PS prend acte de la création de nouveaux postes budgétaires pour favoriser de nouvelles politiques. Mais en étant alimentés à hauteur de 3000 euros pour l'agriculture et de 6000 euros pour le tourisme, le commerce et l'industrie, ces postes sont essentiellement anecdotiques et nous semblent relever de l'effet d'annonce. Quelle politique peut-on mener sur base de pareils budgets ? Peut-on par exemple raisonnablement annoncer une valorisation des sentiers sur base de cela ?

Au rayon positif, le PS est heureux d'avoir été rejoint sur ses propositions pré-électorales visant notamment à renforcer les systèmes de garde à domicile et à développer une politique favorisant l'accès des jeunes à la propriété. Nous attendons toutefois de voir quels seront les critères de mise en œuvre de cette politique pour l'acquisition des maisons.

A l'extraordinaire, le PS soutient la poursuite des investissements en faveur du milieu scolaire que nous estimons encore trop faible à différents niveaux compte tenu du fait que Jurbise est la 16^{ième} commune qui reçoit le plus au niveau des rentrées financières. Il est dès lors regrettable que nos écoles dont le degré d'excellence ne peut être contesté ne comprennent pas d'atelier sciences, d'informatique, qu'il n'y ait pas de connexion entre nos écoles et un instrument d'éducation tel que le PASS, qu'il n'y ait pas de véritables activités organisées en langues étrangères par exemple des cours de sport... Le PS encourage aussi les mesures favorisant la culture et le sport. Toutefois, constatant que près d'un million d'investissement est encore annoncé en faveur du château communal, il invite la majorité à rechercher davantage les synergies. Ainsi, l'intention de créer une piste de jogging et un parcours Vita éclairé est-elle pertinente alors que l'Académie de police possède déjà pareils outils ? Vous venez d'ailleurs d'expliquer au niveau de « Place aux enfants » qu'il serait « bête » de se faire de la concurrence avec la Province. Il est dommage de ne pas appliquer ce même principe à d'autres domaines.

Globalement, le PS en appelle à une politique de prudence par rapport aux dépenses. La tendance des autres niveaux de pouvoir de confier aux communes des missions nouvelles ne sera pas toujours couverte par des recettes en conséquence. On s'attend ainsi à des coûts en hausse dans la prise en charge des services de secours, perspective que l'actuel budget ne prend pas en considération ».

Le Conseil Communal, avec 16 voix « pour » et 4 voix « contre » :

Approuve le budget communal, exercice 2013, services ordinaire et extraordinaire.

-
5. **Finances – MP 2012-21-SG relatif à la fourniture et au placement d'éthylotests antidémarrage sur des véhicules communaux – correction d'exercice (budget 2012) : avenant n°1 portant sur la fourniture d'un logiciel de contrôle et d'une station de téléchargement des données des éthylotests – ratification**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Collège communal du 19 novembre 2012, approuvant l'acquisition, auprès de la société B.C.T., sise rue de la Science 1 à 4530 Villers-le-Bouillet, et de son sous-traitant Rauwers,

d'une station de téléchargement ainsi que la souscription d'un abonnement annuel pour une licence du logiciel de contrôle des données contenues sur les éthylotests anti-démarrage, pour un montant totale de 1.136,00 € HTVA ;

Revu la délibération du Collège communal du 19 novembre 2012, décidant de recourir à l'article 722/123-13 du budget ordinaire de l'exercice 2012 pour honorer cette dépense ;

Attendu qu'il est proposé de recourir plutôt à l'article 421/74598 :20120073.2012 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 afin d'honorer cette même dépense, l'acquisition de cette station de téléchargement et la souscription de cet abonnement pouvant être considérés comme faisant partie intégrante du marché MP2012-21-SG ;

Considérant par conséquent que la fourniture d'un logiciel de contrôle et d'une station de téléchargement des données des éthylotests anti-démarrage représente l'avenant n° 1 du marché MP 2012-21-SG ;

Considérant également que la valeur de cet avenant, à savoir 1.136,00 € HTVA, dépasse de 10% la valeur d'attribution du marché MP 2012-21-SG (6.950,00 € HTVA) ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} - De ratifier la délibération du Collège communal du 19 novembre 2012, approuvant l'acquisition, auprès de la société B.C.T., sise rue de la Science 1 à 4530 Villers-le-Bouillet, et de son sous-traitant Rauwers, d'une station de téléchargement ainsi que la souscription d'un abonnement annuel pour une licence du logiciel de contrôle des données contenues sur les éthylotests anti-démarrage, pour un montant totale de 1.136,00 € HTVA.

Article 2 - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

6. **Secrétariat - Désignation par le Conseil communal d'un représentant à l'Assemblée générale de TéléMB – Désignation**

Le Conseil communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, en son article 1122-34 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le courrier de TELE-MB du 11 janvier 2013, sollicitant la désignation d'un représentant du Conseil Communal au sein de l'Assemblée Générale de « Télé-mb » ;

Procède au scrutin secret pour la désignation d'un représentant de la Commune au sein du Conseil d'Administration ;

19 conseillers prennent part au vote ;

19 bulletins sont trouvés dans l'urne ;

Le dépouillement donne le résultat suivant :

Adrien DEMOUSTIEZ obtient **15** voix.

Eddy BREUSE obtient **3** voix.

Il y a **1** bulletin nul.

Décide, en conséquence :

Art.1 : Monsieur Adrien Demoustiez est désigné comme représentant de la Commune au sein du Conseil d'Administration de « TELE-MB ».

Art. 2 : Un extrait de la présente délibération sera transmis à « TELE-MB ».

Manuella Senecaut quitte l'assemblée.

7. **Secrétariat – Projet « Funérailles et Sépultures 2013 » - approbation**

« Monsieur Delhay demande si cet appel à projet s'inscrit dans la lignée des célébrations pour la guerre 14-18. La Présidente lui répond par la négative, cet appel à projet s'inscrivant plutôt dans une optique de commémoration des deux guerres mondiales ».

Le Conseil communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, en son article 1122-34 ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le courrier du SPW-DGO1 du 06 décembre 2012, relatif à l'appel à projets ciblant une subsideation des travaux d'entretien et de mise en valeur des monuments mémoriels et des sépultures des acteurs des deux guerres, et la réalisation d'un travail pédagogique de mémoire ;

Vu l'accord du Collège Communal du 18 décembre 2012 pour répondre à cet appel qui se clôture le 28/02/2013 ;

Considérant qu'une candidature est susceptible d'être introduite pour les cimetières de Masnuy-Saint-Pierre et d'Herchies, répondant aux critères de cet appel à projets ;

Attendu que le Conseil Communal des Jeunes pourra être sollicité dans le cadre du travail pédagogique de mémoire en continuité avec le travail déjà effectué précédemment sur les anciens combattants;

Décide, à l'unanimité:

Art.1 : D'approuver le dossier de candidature relatif au projet « Funérailles et Sépultures » 2012-2013 pour les sites des cimetières de Masnuy-Saint-Pierre et d'Herchies ;

Art. 2 : Un extrait de la présente délibération sera annexé au dossier de candidature transmis au SPW- DG01 ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

8. **Culture – Location et mise à disposition des salles communales - dérogation au règlement de location. Mise à disposition gratuite d'un local au bénéfice de la Ludothèque de Jurbise – approbation**

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal ;

Attendu que la Ludothèque de Jurbise (*LUDOTEKAMI*) représentée par Mme Dorothée L'HOIR, domiciliée rue du Moustier 19 à 7050 JURBISE, occupe gratuitement un local communal situé face au bureau du Service de la Culture ;

Considérant qu'il est proposé de reconduire pour une durée d'un an la mise à disposition gratuite de ce local, et ce afin de permettre à la Ludothèque d'assurer une permanence chaque samedi de 10H00 à 12H00, cette permanence constituant une valeur ajoutée au Service de la Culture ainsi qu'à la Bibliothèque communale ;

Considérant que cette mise à disposition pourra être reconduite chaque année de manière tacite ;

Après en avoir délibéré en séance publique :

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : De permettre à la Ludothèque de Jurbise (*LUDOTEKAMI*) représentée par Mme Dorothée L'HOIR, domiciliée rue du Moustier 19 à 7050 JURBISE, de disposer gratuitement du local communal

situé face au bureau du Service de la Culture, et d'assurer ainsi une permanence chaque samedi de 10H00 à 12H00.

Article 2 : La présente convention est conclue pour une durée d'un an, et pourra être reconduite chaque année de manière tacite.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

9. **Culture – Location et mise à disposition des salles communales - dérogation au règlement de location. Mise à disposition gratuite de locaux au bénéfice de la Fanfare de Jurbise – approbation**

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal ;

Attendu que la Royale Fanfare de JURBISE représentée par Madame FREBUTTE Anne-Marie, domiciliée rue du Champignon, 2 à 7050 HERCHIES, occupe gratuitement un local communal situé face au bureau du Service de l'Urbanisme afin de stocker le matériel et les instruments de la Royale Fanfare de JURBISE, et d'organiser des cours de musique le samedi en matinée ;

Attendu que la Royale Fanfare de JURBISE occupe également gratuitement la salle de l'Orangerie le vendredi en soirée, ou le Hall de maintenance en cas d'occupation de l'Orangerie, afin d'organiser au mieux les répétitions de la Royale Fanfare de JURBISE ;

Considérant qu'il est proposé de reconduire pour une durée d'un an la mise à disposition gratuite de ces locaux afin de permettre à la Royale Fanfare de Jurbise d'assurer la continuité de ses activités, qui constituent une valeur ajoutée au patrimoine musical de l'entité de JURBISE ;

Considérant que cette mise à disposition pourra être reconduite chaque année de manière tacite ;

Après en avoir délibéré en séance publique :

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : de permettre à la Royale Fanfare de JURBISE représentée par Madame FREBUTTE Anne-Marie, domiciliée rue du Champignon, 2 à 7050 HERCHIES, d'occuper gratuitement un local communal situé face au bureau du Service de l'Urbanisme afin de stocker le matériel et les

instruments de la Royale Fanfare de JURBISE et d'organiser des cours de musique le samedi en matinée ;

Article 2 : De permettre également à la Royale Fanfare de JURBISE d'occuper gratuitement la salle de l'Orangerie le vendredi en soirée, ou le Hall de maintenance en cas d'occupation de l'Orangerie, afin d'organiser au mieux les répétitions de la Royale Fanfare de JURBISE ;

Article 3 : La présente convention est conclue pour une durée d'un an, et pourra être reconduite chaque année de manière tacite.

Article 4 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

10. **Culture – Location et mise à disposition des salles communales - dérogation au règlement de location. Mise à disposition de la salle culturelle J. Galant au bénéfice de Functional Move – approbation**

« Monsieur Delhaye fait remarquer que s'il ne voit aucun inconvénient à voter sur les deux points précédents, il émet davantage de réserves quant au vote sur ce point ainsi que sur le point suivant, les deux bénéficiaires de ces dérogations (Functional Move et Xasport) enregistrant des rentrées financières par le biais des activités sportives qui prennent place dans la salle Galant. Ces dérogations sont par conséquent synonymes de conditions plutôt avantageuses pour leurs bénéficiaires, leur donnant qui plus est – surtout pour Xasport – une situation de quasi-monopole sur un plan hebdomadaire.

L'Echevine de la Culture fait remarquer que, pour Xasport, trois sports différents sont pratiqués de manière hebdomadaire. Madame Mauroy-Moulin-Stalpaert relève également le nombre important de participants aux séances sportives organisées par Xasport.

Monsieur Delhaye entend bien ces précisions mais maintient son impression d'un certain manque de diversité causé par ces dérogations ».

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal ;

Attendu que FUNCTIONAL MOVE, représenté par Madame Fabienne ROLAND, domiciliée rue d'Erbiseoul 182 à 7050 JURBISE, dispense des cours de gymnastique pour seniors dans la salle culturelle J. Galant tous les mardis de 10H30 à 11H30 ;

Considérant que ces activités permettent à un public de tout âge de pouvoir s'adonner à une pratique sportive encadrée à proximité de son domicile ;

Considérant qu'il est proposé de fixer à FUNCTIONAL MOVE, un montant forfaitaire de 50EUR/mois + assurances pour l'occupation de la salle culturelle ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

Décide, avec 16 voix « pour » et 3 abstentions :

Article 1^{er} : De permettre à FUNCTIONAL MOVE, représenté par Madame Fabienne ROLAND, domiciliée rue d'Erbiseul 182 à 7050 JURBISE, de dispenser des cours de gymnastique pour seniors dans la salle culturelle J. Galant tous les mardis de 10H30 à 11H30 et ce, pour un montant forfaitaire de 50EUR/mois + assurances.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

11. **Culture – Location et mise à disposition des salles communales - dérogation au règlement de location. Mise à disposition de la salle culturelle J. Galant au bénéfice de Xasport – approbation**

Le Collège Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal ;

Attendu que XASPORT, représenté par Monsieur Xavier DUREL, domicilié rue du Gad Bourgeois 5 à 7950 CHIEVRES, dispense des cours de DANCE BOXING dans la salle culturelle Jacques GALANT selon les jours et aux horaires suivants : tous les lundis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h, tous les mardis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h, tous les mercredis de 18h à 19h30, tous les jeudis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h ;

Considérant que ces activités permettent à un public de tout âge de pouvoir s'adonner à une pratique sportive encadrée à proximité de son domicile ;

Considérant qu'il est proposé de fixer à XASPORT, un montant forfaitaire de 175EUR/mois + assurances pour l'occupation de la salle culturelle ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

Décide, compte tenu des remarques évoquées au point précédent, avec 16 voix « pour » et 3 abstentions :

Article 1^{er} : De permettre à XASPORT, représenté par Monsieur Xavier DUREL, domicilié rue du Gad Bourgeois 5 à 7950 CHIEVRES, de dispenser des cours de DANCE BOXING dans la salle culturelle Jacques GALANT selon les jours et aux horaires suivants : tous les lundis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h, tous les mardis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h, tous les mercredis de 18h à 19h30, tous les jeudis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h et ce, pour un montant forfaitaire de 175 EUR/mois + assurances.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

12. Culture – Location et mise à disposition des salles communales - dérogation au règlement de location. Mise à disposition de la salle culturelle J. Galant au bénéfice du Centre d’Action Laïque – approbation

« Monsieur Delhaye fait part de ses regrets par rapport au subside minimaliste généralement accordé à l’Action laïque, et propose de compenser la faiblesse de ce subside par une mise à disposition gratuite de la salle. La Présidente ne souhaite toutefois pas accorder à cette proposition une suite favorable ».

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège Communal en sa séance du 21 janvier 2013 ;

Considérant que le Centre d’Action Laïque de JURBISE, représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d’Ath 267 à 7050 JURBISE, souhaite occuper la salle culturelle Jacques GALANT les 11,12, 13/10/2013 ;

Attendu qu’il est proposé de mettre la salle culturelle Jacques Galant à disposition du Centre d’Action Laïque sur base d’une gratuité partielle sur le prix de location, gratuité partielle qui se justifie par l’intérêt communal de la manifestation (organisation de la traditionnelle exposition d’œuvres d’art TOILE EMOI), au tarif de 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Après en avoir délibéré ;

Décide à l’unanimité ;

Article 1^{er} : De permettre au Centre d'Action Laïque de JURBISE, représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à 7050 JURBISE, d'occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art TOILE EMOI) les 11,12, 13/10/2013. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

13. Culture – Location et mise à disposition des salles communales - dérogation au règlement de location. Mise à disposition de l'Orangerie de la salle culturelle J. Galant au bénéfice de Fibrex – approbation

« Monsieur Delhay fait remarquer qu'il s'agit d'une société commerciale, et demande pourquoi, à nouveau, une dérogation s'impose alors que des rentrées financières découlent de l'activité organisée. L'Echevine de la Culture lui précise qu'il s'agit d'un partenariat conclu à la demande de la Commune, et plus précisément suite à de nombreuses demandes de citoyens de Jurbise ».

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Attendu qu'il est proposé de mettre à disposition de la société FIBREX, sise rue du Crombion 2 à 7700 Luigne, la salle de l'Orangerie et ce sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée et par une collaboration entre la société FIBREX et l'Administration Communale de JURBISE;

Attendu que cette mise à disposition permettra le déroulement d'une vente de laine à raison de maximum 3 journées par an, et que le montant forfaitaire proposé pour cette mise à disposition s'élève à 25 EUR la journée ;

Après en avoir délibéré ;

Décide avec 16 voix « pour » et 3 abstentions :

Article 1^{er} : De permettre à la société FIBREX, sise rue du Crombion 2 à 7700 LUIGNE, d'occuper la salle de l'Orangerie sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée (vente de laine à raison de maximum 3 journées par

an pour un montant forfaitaire de 25 EUR par journée d'occupation) ainsi que par la volonté de l'Administration Communale de JURBISE de collaborer avec FIBREX.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour disposition.

14. **Juridique – Marchés publics 2013 – Mode de passation des marchés – Délégation au Collège Communal pour la réalisation de marchés publics d'un montant unitaire inférieur ou égal à 5.500 € HTVA et dont l'objet vise l'acquisition de petits matériels ou de fournitures diverses – approbation**

Le Conseil Communal,

« Monsieur Delhaye demande comment est établie la liste des articles budgétaires énumérés dans le projet de délibération. A la demande de la Présidente, Monsieur le Receveur communal lui répond ».

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 1 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Attendu que l'Administration Communale prévoit différentes acquisitions à imputer aux services ordinaire et extraordinaire du budget 2013;

Attendu que pour ces acquisitions et leurs mises en œuvre, il s'avère nécessaire de recourir aux marchés publics par procédure négociée sans publicité ou par procédure négociée par facture acceptée ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il est nécessaire d'acquérir diverses fournitures administratives (papiers, enveloppes, petites fournitures de bureau, consommables, badges,...);

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'entretien ou à la réparation de divers appareils en place dans les bâtiments communaux, tels qu'imprimantes, copieurs, serveurs, ordinateurs, chaudières,...;

Attendu qu'en matière de sécurité pour le personnel ouvrier, le Collège Communal doit entretenir et acquérir des vêtements de travail et du matériel destiné à protéger le personnel dans son travail quotidien (gants, casques, masques,...), et procéder aux petits aménagements nécessaires afin de garantir la sécurité du personnel ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il peut être opportun de remplacer le plus rapidement possible le matériel usé ou endommagé afin de ne pas altérer le bon fonctionnement des services communaux;

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'évolution croissante de la population scolaire et pour ce faire, acquérir du mobilier et du matériel scolaire dans des délais réduits;

Attendu que les salles culturelles communales sont particulièrement sollicitées et qu'il est régulièrement nécessaire d'y effectuer des aménagements et des réparations afin de garantir leur utilisation continue, et ce dans des conditions optimales ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il est parfois nécessaire de réaffecter certains locaux dans le cadre de la réorganisation des services communaux et pour ce faire, d'acquérir du mobilier de bureau;

Attendu qu'il y a lieu de maintenir en état le patrimoine local de la commune (voiries, parcs et jardins, bâtiments, signalisation...) et pour ce faire d'acquérir du mobilier urbain et de voirie;

Attendu que dans un souci d'économies d'échelles et de respect de la réglementation en vigueur, le Collège Communal souhaite acquérir ces différents services et fournitures en respect des procédures de marché public;

Attendu que les investissements visés par la présente délibération ne dépassent pas le montant unitaire de 5.500 € HTVA.;

Attendu que les crédits budgétaires obligatoires, pour la réalisation de ces petits marchés publics, ont été approuvés dans le cadre du budget 2013 par le Conseil Communal en séance du 19 février 2013 ;

Considérant dès lors qu'il serait opportun de proposer au Conseil Communal de donner délégation au Collège Communal, pour les acquisitions suivantes :

<u>Articles</u>	<u>Libellés</u>	<u>Montant</u>
<u>Service ordinaire :</u>		
- 104/12302.2013 :	Fournitures administratives	12.000 €
- 104/12313.2013 :	Frais de gestion du parc informatique	45.000 €
- 104/12506.2013 :	Prestations de tiers pour les bâtiments	5.000 €
- 421/12302.2013 :	Fournitures administratives service de la voirie	6.000 €
- 421/12313.2013 :	Frais de gestion du parc informatique service voirie	7.000 €
- 421/12405.2013	Fourniture et entretien de vêtements de travail - voirie	10.000 €
- 421/12506.2013	Prestations de tiers pour les bâtiments du service voirie	1.500 €
- 722/12302.2013	Fournitures administratives pour le service de l'enseignement	4.500 €
- 722/12506.2013	Prestations de tiers pour les bâtiments de l'enseignement	6.000 €
- 722/12313.2013	Frais de gestion du parc informatique enseignement	3.000€
- 762/12302.2013	Fournitures administratives pour le service de la Culture	4.500 €
- 762/12313.2013	Frais de gestion du parc informatique service de la Culture	2.500 €

- 767/12302.2013	Fournitures administratives pour la bibliothèque	250€
- 767/12313.2013	Frais de la gestion informatique bibliothèque	1.000€

Service extraordinaire :

- 104/74151 :20130015.2013	: Acquisition de mobilier de bureau	15.000 €
- 423/74152 :20130027.2013	: Signalisation routière petit matériel d'équipement	10.000 €
- 722/74198 :20130035.2013	: Achat de matériel d'équipement mobilier scolaire pour les 3 écoles	15.000 €
- 762/74451 :20130054.2013	: Acquisition équipement service culturel	5.000 €
- 764/72456 :20130066.2013	: Equipement plaine des sports	5.000 €
-773/72360 : 20130009.2013	: Mise en valeur patrimoine (Fontaine Locquet comprise)	10.000 €

Attendu qu'il est demandé au Conseil Communal de déléguer au Collège Communal, sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la réalisation des marchés susmentionnés;

Attendu qu'il est proposé au Conseil Communal de fixer comme procédure pour la réalisation des marchés susmentionnés, la procédure négociée sans publicité ou la procédure négociée par facture acceptée ;

Attendu que cette délégation ne vaut que pour les marchés d'un montant hors TVA inférieur ou égal à 5.500 EUR et dont les crédits, repris ci avant, ont été approuvés par le Conseil Communal en séance du 19 février 2013 ;

Attendu que cette délégation ne sera d'application qu'une fois le budget 2013 approuvé par les autorités de tutelle ;

Sur proposition du Collège Communal,

Décide, avec 16 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er :

D'approuver la délégation au Collège Communal, sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, pour la réalisation de marchés publics dont le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à maximum 5.500 EUR et dont les crédits de dépenses ont été approuvés via le budget 2013 en séance du Conseil Communal du 19 février 2013.

Article 2 :

Il sera passé des marchés dont le montant unitaire estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à maximum à 5.500 EUR et ayant pour objet l'acquisition des fournitures suivantes :

Service ordinaire :

- Acquisition de fournitures administratives pour les divers services communaux, feuilles de papier, enveloppes. Article 104, 421, 722, 762,767/12302.2013;
- Frais de gestion du parc informatique pour les divers services communaux, fourniture de consommables et prestations de tiers pour l'entretien des imprimantes, copieurs, machine à affranchir : Article 104,421, 722, 762,767/12313.2013;

- Prestations de tiers dans les bâtiments communaux, marché pour l'entretien des diverses chaudières et autres poêles dans les bâtiments communaux : Article 104, 421, 722/12506.2013;
- Fourniture et entretien de vêtements de travail pour le personnel ouvrier, acquisition de bottines et vêtements de travail. Article 421/12405.2013;

Service extraordinaire :

- Acquisition de mobilier de bureau pour les services administratifs. Article 104/74151 :20130015.2013 ;
- Acquisition de fournitures pour la signalisation routière (panneaux, barrières, poteaux, potelets et bacs à fleurs). Article 423/74152 :20130027.2013 ;
- Achat de mobilier scolaire (chaises, bancs, tables, portes manteaux et tableaux). Article 722/74198 :20130035.2013 ;
- Acquisition équipement service culturel. Article 762/74451 :20130054.2013 ;
- Equipement plaine des sports. Article 764/72456 :20130066.2013 ;
- Mise en valeur du Patrimoine Local (Fontaine Loquet comprise) Article 773/72360 : 20130009.2013.

Article 3 :

Les marchés dont question à l'article 2 seront passés par procédure négociée sans publicité ou par procédure négociée par facture acceptée lors du lancement de la procédure conformément à la loi du 24 décembre 1993 et ses arrêtés d'exécution. Sauf impossibilité, 3 fournisseurs au moins seront consultés.

Article 4 :

Les marchés dont il est question à l'article 2 seront des marchés à prix globaux, sans révision de prix. Le montant maximal unitaire des marchés sera de 5.500 € HTVA.

Article 5 :

La division en lot n'est applicable que pour consulter des fournisseurs spécifiques à la fourniture demandée mais en aucun cas l'ensemble des lots du marché ne pourra dépasser le seuil de 5.500 € HTVA.

Article 6 :

D'annexer la présente résolution au mandat de paiement de chaque dépense réalisée.

Article 7 :

De transmettre la présente résolution à Monsieur le Receveur Communal et à l'Autorité de Tutelle conformément aux prescriptions de l'article L3131-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

15. Juridique – MP 2013-03-SG-GU relatif à la rénovation de la Salle des Fêtes de Vacresse – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège communal du 18 avril 2011 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Rénovation de la Salle des Fêtes de Vacresse" à Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehault, 176 à 7050 Jurbise ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-03-SG-GU relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehault, 176 à 7050 Jurbise ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 364.301,63 € hors TVA ou 440.804,97 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/72360:20120032.2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-03-SG-GU et le montant estimé du marché "Rénovation de la Salle des Fêtes de Vacresse", établis par l'auteur de projet, Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehault, 176 à 7050 Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 364.301,63 € hors TVA ou 440.804,97 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/72360:20120032.2013

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

16. Juridique – MP 2013-04-SG-GU relatif à l'achat d'éléments de signalisation routière – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Le Collège Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2013-04-SG-GU pour le marché "Achat d'éléments de signalisation routière" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 9090,90 € hors TVA ou 11.000 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2013, articles 423/74152:20130027.2013 et 423/14002 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. -D'approuver la description technique N° 2013-04-SG-GU et le montant estimé du marché "Achat d'éléments de signalisation routière", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 9090,90 € hors TVA ou 11.000 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. -De financer cette dépense par le crédit inscrit aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2013, articles 423/74152:20130027.2013 et 423/14002.

Article 4. -Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

17. Juridique – MP 2013-05-SG-GU relatif à la fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-05-SG-GU relatif au marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.082,64 € hors TVA ou 6.150,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130021.2013;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-05-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton", établis par le Service Juridique.

Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 5.082,64 € hors TVA ou 6.150,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130021.2013.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

18. **Juridique – MP 2013-06-SG-GU relatif à la fourniture d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

« Monsieur Delhay demande si, pour les procédures de marché portant sur l'acquisition d'accessoires de voiries et d'égouttages, une seule procédure de marché ne pourrait pas être réalisée, des fournisseurs identiques étant peut-être susceptibles de participer à toutes les procédures. La Présidente et l'Echevin des Travaux lui précisent que chaque procédure concerne des entreprises spécifiques et différentes à chaque fois ».

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-06-SG-GU relatif au marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.404,95 € hors TVA ou 4.120,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130021.2013;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-06-SG-GU et le montant estimé du marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC ", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 3.404,95 € hors TVA ou 4.120,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. -De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130021.2013

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

19. **Juridique – MP 2013-07-SG-GU relatif à la fourniture d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-07-SG-GU relatif au marché “Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte” établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.545,45 € hors TVA ou 5.500,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130021.2013;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. -D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-07-SG-GU et le montant estimé du marché “Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte”, établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.545,45 € hors TVA ou 5.500,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. -De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130021.2013

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

20. Juridique – MP 2013-08-SG-GU relatif à la fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-08-SG-GU relatif au marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130021.2013;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-08-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130021.2013

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

21. Juridique – MP 2013-09-SG-RP relatif à la désignation d'un auteur de projet pour l'étude de l'insonorisation de la salle culturelle J. Galant – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-09-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un auteur de projet pour l'étude de l'insonorisation de la salle culturelle J. Galant" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/73360:20130073.2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. -D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-09-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour l'étude de l'insonorisation de la salle culturelle J. Galant", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/73360:20130073.2013

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

22. Juridique – MP 2013-10-SG-RP relatif à la désignation d'un auteur de projet pour la création d'un parking sur terrain communal – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-10-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un auteur de projet pour la création d'un parking sur terrain communal" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 12.396,69€ hors TVA ou 14.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'exercice extraordinaire du budget 2013, article 762/73360 :20130077.2013;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-10-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour la création d'un parking sur terrain communal", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 12.396,69€ hors TVA ou 14.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'exercice extraordinaire du budget 2013, article 762/73360 :20130077.2013.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

23. Travaux – Auteur de projet pour l'entretien extraordinaire de voirie – Exercice 2013
– mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-01-RP relatif au marché "Auteur de projet pour Travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 13.429,75 € hors TVA ou 16.250 % TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130008.2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-01-RP et le montant estimé du marché "Auteur de projet pour Travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 13.429,75 € hors TVA ou 16.250 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130008.2013.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

24. **Travaux – Coordination projet et sécurité pour l'entretien extraordinaire de voirie – Exercice 2013 – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-02-RP relatif au marché "Coordinateur de Sécurité pour Travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.371,90 € hors TVA ou 6.500,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130008.2013;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-02-RP et le montant estimé du marché "Coordinateur de Sécurité pour Travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 5.371,90 € hors TVA ou 6.500,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130008.2013.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

25. Travaux – Auteur de projet pour la réfection de la rue des Sarts à Masnuy-St-Pierre – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-03-RP relatif au marché "Auteur de projet pour la Réfection de la rue des Sarts" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.958,68 € hors TVA ou 6.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130053.2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. -D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-03-RP et le montant estimé du marché "Auteur de projet pour la Réfection de la rue des Sarts", établis par le Service Travaux. Les

conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.958,68 € hors TVA ou 6.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130053.2013.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

26. **Travaux – Coordination projet et sécurité pour la réfection de la rue des Sarts à Masnuy-St-Pierre – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-04-RP relatif au marché "Coordinateur de Sécurité pour la Réfection de la rue des Sarts" établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.983,47 € hors TVA ou 2.400,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130053.2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. -D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-04-RP et le montant estimé du marché "Coordinateur de Sécurité pour la Réfection de la rue des Sarts", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.983,47 € hors TVA ou 2.400,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. -De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/73560:20130053.2013.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

27. Travaux – Amélioration et égouttage des rues du Moulin et Champs des Bails – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu l'inscription du projet au plan triennal des travaux 2010-2012 arrêté par le Conseil Communal en date du 03.08.2010;

Vu l'arrêté ministériel du 25.02.2012 approuvant le programme triennal des travaux 2010-2012;

Vu le contrat d'égouttage conclu le 03.08.2010 entre la Commune de Jurbise, la S.P.G.E. et l'I.D.E.A ;

Considérant le cahier spécial des charges N° TC EP 210 relatif au marché “Amélioration et égouttage des rues du Moulin et Champs des Bails ” établi par l’I.D.E.A.;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 262.007,50 € hors TVA ou 317.029,08 % TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant qu'il s'agit d'un dossier dit « exclusif » et que la totalité des coûts est financée par la S.P.G.E.,

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. -D'approuver le cahier spécial des charges N° TC EP 210 et le montant estimé du marché “Amélioration et égouttage des rues du Moulin et Champs des Bails ”, établis par l’I.D.E.A. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 262.007,50 € hors TVA ou 317.029,08 % TVA comprise ;

Article 2. - D'approuver la procédure d'adjudication publique choisie par l’I.D.E.A. comme mode de passation du marché.

Article 3. - De transmettre un extrait de la présente délibération à l' I.D.E.A.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

28. **Travaux – Programme transitoire des travaux. Inscription des travaux d'amélioration et égouttage de la rue du Plouys et de la place d'Erbaut – approbation**

Le Conseil Communal,

Vu le décret du 21.12.2006, relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêts publics ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville en date du 18.01.2010 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25.02.2012 approuvant le programme triennal des travaux 2010-2012 ;

Vu l'arrêté ministériel du 02.05.2012 approuvant la modification du programme triennal 2010-2012 et le report des travaux en 2012 ;

Attendu que le projet « Egouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut » au montant estimatif de 697.775,00 EUR T.V.A.C., Travaux conjoints de voirie et d'égouttage, figure dans la modification du programme triennal des travaux 2010-2012 approuvé par le Ministre en date du 02.05.2012 ;

Vu l'approbation d'attribution du marché de travaux « Amélioration et égouttage de la rue du Plouys et de la place d'Erbaut » par le Collège Communal en sa séance du 10.10.2012 ;

Attendu que le dossier « Adjudication » pour le marché de travaux « Amélioration et égouttage de la rue du Plouys et de la place d'Erbaut » a été transmis au Service public de Wallonie (DGO1) en date du 11.10.2012 ;

Vu le courrier du Service public de Wallonie (DGO1) en date du 21.12.2012 informant que la subvention relative aux travaux « Amélioration et égouttage de la rue du Plouys et de la place d'Erbaut » n'a pu être engagée sur les crédits du budget du S.P.W. pour l'année 2012 et que, dès lors, ce dossier devra être inscrit dans un programme transitoire selon l'article L3341-15 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Attendu que le Collège Communal souhaite la concrétisation de ce projet dans les meilleurs délais ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communal d'approuver le programme transitoire des travaux 2013 et la demande des subventions auprès du Ministère de la Région Wallonne ;

DECIDE à l'unanimité;

Article 1. – D'approuver le programme transitoire des travaux 2013 comme suit :

Egouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut au montant estimatif de 697.775,00 EUR T.V.A.C. Travaux conjoints de voirie et d'égouttage ;

Article 2. - De solliciter de la Région Wallonne (DGO1) les subventions pour le programme triennal tel que décrit ci-avant à l'article 1.

Article 3. – De transmettre une copie du programme transitoire des travaux 2013 et un extrait de la présente délibération à l'I.D.E.A. (organisme d'assainissement agréé par la S.P.G.E.) et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

29. Urbanisme – Schéma de Structure communal : demande au Gouvernement wallon de prolonger le délai d'octroi de subsides pour la mise en place d'un Schéma de Structure communal à Jurbise – approbation

« Monsieur Delhay, compte tenu de la faible participation citoyenne à la présentation publique qui avait été faite du projet de Schéma de Structure communal, demande s'il ne serait pas opportun de mener un travail de sensibilisation de la population sur ces questions pourtant cruciales pour son quotidien, et évoque l'idée de réunions décentralisées, village par village. La Présidente lui répond que la participation citoyenne existe déjà à travers la sollicitation de la C.C.A.T.M., qu'une enquête publique s'est tenue et qu'elle n'a pas apporté beaucoup d'éléments concrets ».

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment en ses articles L1122-30 et L1222-3 ;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment en ses articles 16 à 18 et 254 à 259/2 ;

Vu le décret-programme de relance économique et de simplification administrative du 3 février 2005 (M.B. 1.03.2005), décrit dit « RESA », notamment en son article 48, lequel modifie le contenu obligatoire d'un schéma de structure communal ;

Vu la délibération du Conseil communal en sa séance du 5 juin 2007 portant décision de principe d'élaborer un schéma de structure communal et d'approuver le cahier spécial des charges relatif à son élaboration ainsi que le devis estimatif au montant de 125.000,00 euros T.V.A. comprise, et de fixer le mode de passation de marché, en l'occurrence l'appel d'offres général, après publication d'un avis de marché;

Vu la délibération du Conseil communal en sa séance du 2 octobre 2007 désignant le Bureau d'études AWP + E « Agence Wallonne du Paysage + Environnement » en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration du schéma de structure communal;

Vu la Convention d'auteur de projet liant la Commune de Jurbise au bureau d'études « Agence Wallonne du Paysage + Environnement », aujourd'hui « JNC Agence Wallonne du Paysage » pour l'élaboration du schéma de structure communal, ladite convention ayant été rédigée en 4 exemplaires originaux signés en date du 29 octobre 2007 ;

Vu le courrier de la Commune de Jurbise, daté du 13/11/2007, adressé au Service Public de Wallonie et sollicitant le subventionnement de la réalisation du schéma de structure communal ;

Vu la réponse du Service Public de Wallonie acceptant la demande de subventionnement de la réalisation du schéma de structure communal et réceptionnée en date du 15/02/2008;

Considérant que la phase d'inventaire de la situation existante de fait et de droit a été présentée au Conseil communal le 2/09/2008 ;

Considérant la réunion du 26/10/2009 rappelant au Collège communal les enjeux et objectifs de développement et présentant le schéma des options territoriales, des déplacements et des mesures d'aménagement;

Considérant que la phase d'inventaire de la situation existante de fait et de droit a été présentée à la Commission Communale d'Aménagement du Territoire et Mobilité (CCATM) le 2/09/2008 et que le schéma des options territoriales, des déplacements et des mesures d'aménagement lui a été présenté le 21/12/2009 ;

Vu les réunions du Comité de travail en dates des 7/12/2007, 22/04/2008, 6/05/2008, 24/10/2008, 30/04/2009;

Vu les réunions du Comité de suivi des 13/06/2008, 10/09/2009, 21/09/2011 ;

Vu la présentation au Collège communal en date du 18/10/2010 et au Conseil communal en date du 22/02/2011, des options du schéma de structure communal et des mesures d'aménagement à mettre en œuvre par l'autorité communale ;

Vu le rapport d'analyse de la situation existante de fait et de droit réalisé par le bureau d'études précité ;

Vu le document des options du schéma de structure communal réalisé par l'auteur de projet et comprenant les principaux enseignements de la situation existante, les objectifs de développement, d'aménagement du territoire et d'urbanisme, la traduction des objectifs en options territoriales, un

schéma des circulations, ainsi que les mesures d'aménagement à mettre en œuvre par l'autorité communale ;

Vu le rapport d'évaluation environnementale réalisé par le même bureau d'études ;

Vu l'avant-projet de schéma de structure communal déposé par le bureau d'études ;

Attendu que les documents présentés répondent parfaitement aux demandes, lignes de conduite et instructions données par la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'en vertu de l'article 17 du C.W.A.T.U.P.E., le Conseil communal doit adopter provisoirement le schéma de structure communale avant que celui-ci ne soit soumis à l'enquête publique auprès de l'ensemble de la population de la Commune et à l'avis du Fonctionnaire délégué du Service Public de Wallonie ;

Entendu la présentation du projet de schéma de structure communal par l'Auteur de projet ;

Vu l'approbation provisoire du projet de schéma de Structure communal par le Conseil communal en sa séance du 28 février 2012 ;

Vu l'enquête publique réalisée du 26 mars 2012 au 24 avril 2012 suivant les prescriptions de l'article 17 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;

Vu les résultats de cette enquête publique ;

Attendu que conformément au prescrit de l'article 17, le Fonctionnaire délégué a été consulté en date du 15 mars 2012 ;

Vu que l'avis du Fonctionnaire délégué est réputé favorable, à défaut d'avoir été transmis dans les 30 jours de la demande du Collège communal ;

Attendu que conformément au prescrit de l'article 17, le Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable a été consulté en date du 15 mai 2012 ;

Vu l'avis du Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable (CWEDD) du 25 juin 2012;

Vu la réunion du Comité de suivi du 26 juillet 2012 et la proposition de la représentante du Fonctionnaire délégué de solliciter l'avis des principales instances interrogées par la commune dans le cadre de l'urbanisme ;

Considérant que les avis suivants ont été sollicités :

- S.P.W.-D.G.O.1-Direction des Routes de Mons ;
- Hainaut Ingénierie Technique ;
- Service incendie ;
- Direction de la Nature et des Forêts ;
- Direction du Développement rural ;
- I.D.E.A. ;
- D.G.A.R.N.E. ;

Considérant l'avis du H.I.T. du 13 septembre 2012;

Considérant l'avis du Service incendie du 7 août 2012 ;

Considérant l'avis de la D.N.F. du 11 septembre 2012;

Considérant l'avis de la Direction du Développement rural du 6 août 2012;

Considérant l'avis de la D.G.A.R.N.E. du 18 septembre 2012 ;

Considérant que l'avis de l'I.D.E.A. ne nous a pas été transmis ;

Considérant que l'avis de la Division Nature et Forêts ne nous a pas été transmis ;

Considérant la volonté du Conseil communal d'approuver prochainement et définitivement le schéma de structure communal ;

Décide, à l'unanimité:

Article 1er : De solliciter la prorogation de l'octroi des subsides pour la réalisation d'un schéma de structure communal.

Article 2: De transmettre copie de la présente délibération au Fonctionnaire délégué et aux autorités subsidiaires du Service Public de Wallonie.

30. **Urbanisme – Permis de lotir de Monsieur Faussonne : création d'un lotissement de 8 lots à bâtir et d'une nouvelle voirie en pavés de béton au chemin du Rissouris à Masnuy-Saint-Jean – approbation**

« Monsieur Delhay demande où se trouvera la voirie du lotissement. La Présidente lui répond qu'il s'agira d'une voirie interne au lotissement. Monsieur Delhay demande également si le chemin du Rissouris est suffisamment équipé pour le projet à réaliser. Il lui est répondu par l'affirmative ».

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la demande introduite le 15 octobre 2009 par le Géomètre Meunier mandaté par Monsieur Faussonne, et relative à un projet de lotissement sur le terrain sis Chemin du Rissouris à 7050 Masnuy-Saint-Jean cadastré Section D n°204 w8;

Vu que le projet porte sur la création de 8 lots comme terrains à bâtir et la construction d'une voirie en pavés de béton;

Vu l'engagement de Monsieur Faussonne de rétrocéder à titre gratuit la voirie à la Commune de Jurbise ;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'énergie ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu qu'au plan de secteur MONS – BORINAGE approuvé par Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 9/11/1983, le bien se situe en zone d'habitat ;

Considérant que le projet est compatible avec la destination de la zone ;

Vu que le bien se situe en régime d'assainissement autonome au P.A.S.H. ;

Vu le courrier de la S.W.D.E. (réf TRE/CV.5100/24/064-D.320/D 400) du 12 décembre 2009 concernant l'équipement en eau potable ;

Vu le courrier d'Ores (réf 20144322) daté du 3 juin 2009 concernant l'équipement en gaz naturel ;

Vu le courrier d'Ores (réf 20144326) daté du 3 juin 2009 concernant l'équipement en éclairage public ;

Vu le courrier d'Ores (réf 20144318) daté du 3 juin 2009 concernant l'équipement en électricité ;

Vu le courrier de VOO (réf STR/WU/11 E004) daté du 3 mai 2011 concernant le raccordement à la télédistribution ;

Vu le courrier de Belgacom (réf JMS186062) daté du 24 septembre 2008 ;

Vu le courrier du TEC – Hainaut (réf RD/MG/GG/2905/35/NM) daté du 13 mai 2011 qui précise les arrêts de bus les plus proches du projet ;

Vu que l'avis du Département de la Nature et des Forêts a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 27/11/2009 est favorable moyennant le maintien d'un minimum de 5 arbres de circonférence supérieure à 200cm par terrain à bâtir ;

Vu l'avis favorable conditionnel du service incendie sollicité en date du 26 octobre 2009 et réceptionné en date du 27 novembre 2009 ;

Vu que l'avis du Commissaire voyer a également été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 23 novembre 2009 est favorable conditionnel ;

Vu l'enquête publique réalisée du 28/10/2009 au 11/11/2009 pour le motif suivant : articles 129 bis et quater du C.W.A.T.U.P.E. - création d'un lotissement de 8 lots à bâtir et construction d'une voirie en pavés de béton;

Considérant qu'à l'issue de cette enquête publique 29 lettres de réclamations ont été introduites;

Considérant qu'elles portent principalement sur les points suivants :

- La faiblesse actuelle du réseau électrique, téléphonique, internet et des canalisations de la S.W.D.E. ;
- Le dossier ne renseigne pas l'endroit où serait implantée la nouvelle cabine électrique qu'un tel projet imposerait d'ajouter ;
- Demande de raccordement à l'eau de pluie de ville, sur le chemin de Mons ;
- Alimentation en eau doit se faire sur le terrain du lotisseur et non sur le terrain du voisin tel que le début de mise en œuvre le présente actuellement ;
- Plan d'égouttage paraît aléatoire et doit être précisé par rapport aux réalités du relief du terrain (coefficient de pente ?) ;
- Augmentation de la densité de circulation qui entraîne des dangers pour les piétons (chemin du Rissouris très étroit et ne comportant pas de trottoir, les personnes du Home du chemin de Mons se retrouveront cloîtrées d'office) ;
- Le fait de la non-utilisation des voiries existantes que sont le Chemin de Mons et chemin du Rissouris et la création d'une voirie importante afin d'exploiter massivement la parcelle ;
- Accès :
 - o Largeur du chemin du Rissouris : 3 m
 - o Fossé de part et d'autre du chemin du Rissouris
 - o Jonction Chemin de Mons (largeur : 3m) et le chemin du Rissouris est à angle droit à petit rayon de courbure : impossible pour les camions et pire pour les semi-remorques de tourner (problème pour les pompiers)
 - o Les constructions du bout du chemin de Mons ont été réalisées par le chemin de Mons alors en double circulation ; sans utiliser le chemin du Rissouris. Ce qui est la seule possibilité pour les camions d'éviter d'avoir à tourner vers le chemin du Rissouris, cela n'est plus possible puisque le chemin de Mons est en sens interdit
 - o Estimation du nombre de camion rien que pour réaliser la route de 150m de long : 6 M3 par mètre courant de route, soit plus de 100 camions ; hormis les problèmes de trafic, les chemins de Mons et du Rissouris (sans sous-bassement) et la jonction actuelle sont condamnées à être détruit et donc à être refait (un budget devrait être prévu pour réparer les dégâts)
- Le fait que la voirie à créer est disproportionnée par rapport à celles existantes, créée expressément pour pouvoir bâtir plus de logements ;
- Exclu qu'en sus tout parking supplémentaire puisse être prévu ;
- Pas de plan de circulation ;
- Le chemin du Rissouris vu son caractère forestier et de drève doit conserver une bande latérale arborée sur toute sa longueur d'une largeur de 15m minimum, cette obligation n'est qu'ébauchée par le lotisseur et le caractère vague des prescriptions permet aisément de les contourner ;
- Serait-il possible, une fois le lotissement achevé, de réduire le trafic du chemin du Rissouris via un panneau d'interdiction « excepté circulation locale » ou éventuellement d'inverser le sens giratoire entre le chemin de la Grotte et le chemin du Rissouris ? ;
- L'axe de la voirie à créer se situerait juste en face de l'axe du chemin d'accès de la propriété en vis-à-vis et les phares des voitures sortant de la nouvelle voirie seraient donc constamment braqués sur la maison voisine ; le plan oriente la maison de manière erronée ;
- Le fait que la création d'une telle voirie et des 8 habitations créera des dégâts au chemin du Rissouris compte tenu de sa nature sans sous-bassement et du nombre important de camions qui devront l'emprunter durant toute la durée des travaux.
- La dévalorisation du quartier ;
- Le fait que le bien, qui se trouve depuis la modification du plan de secteur en 1983 en zone d'habitat au plan de secteur, est une ancienne zone d'habitat résidentiel ;
- Le fait que les parcelles à bâtir ne s'intègrent pas au bâti existant. Les parcelles riveraines ont des superficies qui vont de 22 ares pour la plus petite à 1,45 ha pour la plus

grande et les riverains voudraient conserver ce standing qui permet de préserver au maximum la surface boisée ;

- Lots doivent être prévus pour la construction de maisons unifamiliales avec RDC, un étage et grenier comme les prescriptions imposées dans le quartier depuis plusieurs années ;
- Les critères de construction imposés par le lotissement dénaturent le caractère individuel des maisons existantes, isolées dans un cadre boisé ;
- Le permis doit imposer une seule habitation par lot ;
- Les zones constructibles sont supérieures à 225m², rien n'empêche le promoteur d'y bâtir deux maisons unifamiliales contiguës de 100m² chacune ;
- Trop grande densité d'habitants par rapport au voisinage (augmentation de la population de 100%) ;
- Le nombre excessif de parcelles ;
- Tous les riverains ont de grands terrains, imaginez que tous aient le même projet ;
- Une répartition en 6 parcelles serait beaucoup plus logique et respecterait le cadre de la végétation ;
- L'impact négatif que le projet aura sur l'environnement, la qualité biologique du site, l'écosystème ;
- Perturbation de la faune (transhumance des grenouilles, habitat des oiseaux,...) ;
- Le fait que la nappe aquifère superficielle à cet endroit est très importante et que le maintien des arbres assure un équilibre fragile par le pompage de l'eau excédentaire ;
- Le fait que le bois est le poumon de la Commune ;
- Vu le nombre d'habitations, tous les arbres seront nécessairement abattus ;
- Le fait que les arbres restants seraient fragilisés par l'abattage des autres et constitueraient dès lors un danger car n'étant plus « soutenus » ;
- Le fait que plusieurs arbres centenaires seraient abattus et que le dossier ne comprend pas de demande pour l'abattage de ces arbres et ne recense pas exactement ce qui existe et ce qui sera maintenu ;
- Il faut imposer un reboisement si l'abattage est obligatoire ;
- Le permis devrait imposer de replanter des essences telles que des chênes, des frênes, des hêtres et de conserver un pourcentage de bois par parcelle ;
- Le fait que l'on se trouve dans une zone archéologique ;
- La notice d'évaluation des incidences sur l'environnement est incomplète ;
- Les lots sont-ils destinés à la vente ? ;
- Le projet est contraire à la sérénité de tous, au calme, à la tranquillité ;
- Risque de non-respect des propriétés voisines, notamment du bois d'Hasnon ;
- Risque de problèmes majeurs d'intégration par l'augmentation de la population ;

Vu l'avis favorable conditionnel du 25 janvier 2010 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité qui demande que l'auteur de projet introduise un plan qui reprenne les zones qui resteront boisées ainsi que les arbres à abattre, un complément à la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement afin qu'elle soit plus précise et enfin, un plan adapté aux remarques émises par le Service incendie;

Considérant que le Collège communal, en sa séance du 2 février 2010, a décidé de solliciter les documents précités de l'auteur de projet ;

Vu que le Géomètre Meunier mandaté par Monsieur Faussonne a complété la demande de permis de lotir ;

Vu les nouveaux documents présentés qui tiennent compte à la fois de l'avis du Département de la Nature et des Forêts, du service incendie et de la C.C.A.T.M. ;

Vu que le Collège communal, en sa séance du 1^{er} mars 2010, a décidé de remettre un avis favorable sur la présente demande sous réserve du respect de l'avis du H.I.T., du service incendie, du Département de la Nature et des Forêts, de la C.C.A.T.M., des nouveaux plans introduits et a décidé de solliciter l'avis du Conseil communal;

Vu l'avis favorable conditionnel du Conseil Communal du 13 avril 2010 ;

Vu l'avis préalable favorable du Collège communal, en sa séance du 28 avril 2010, sur la demande de permis de lotir à condition de respecter l'avis du H.I.T., du service incendie, du Département de la Nature et des Forêts, de la C.C.A.T.M., et sur base des nouveaux plans introduits ;

Vu l'avis défavorable du Fonctionnaire délégué du 21 juin 2010 ;

Vu le permis de lotir octroyé par le Collège communal en date du 2 août 2010 et le retrait, par ce dernier, de ce permis de lotir en date du 7 février 2011 ;

Considérant qu'au vu des compléments du dossier de demande de permis déposés, un nouvel avis a été demandé aux instances et une nouvelle enquête publique a été organisée ;

Vu l'avis favorable conditionnel du Département de la Nature et des Forêts du 7 novembre 2011, avis sollicité le 6 octobre 2011 et réceptionné le 10 novembre 2011 ;

Vu le courrier du Département de la Nature et des Forêts contenant des informations complémentaires daté du 22 avril 2012 :

« Suite à votre courrier du 23 mars 2012 parvenu dans nos services le 28 mars 2012, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

Pour rappel, le projet est relatif à la création d'un lotissement de 8 terrains à bâtir dans une zone d'habitat au plan de secteur, qui est actuellement boisé. Le premier projet ne conservait que très peu d'arbres. Notre avis du 25 novembre 2009 se prononçait favorablement moyennant le maintien d'un minimum de 5 arbres, d'une circonférence supérieure à 100 cm, par terrain à bâtir.

En octobre 2011, notre département a été consulté pour avis sur une modification du plan de végétation. Celui-ci prévoyant trois zones : une verte, une jaune et une blanche. La zone verte maintenant tout les arbres, la zone jaune conservant 5 arbres et la zone blanche correspondant aux voiries et zones de bâtisses. Les deux premières zones faisant chacune 40% de la superficie du lotissement.

Suite aux nouveaux éléments, nous avons revu notre avis. En effet, afin de ne pas porter préjudice à la survie des arbres, il y a lieu de ne pas construire à moins de 5 mètres du droit des couronnes des arbres. Les travaux de construction des futures habitations et leurs éléments annexes (terrasses, citernes) peuvent induire : la coupe des racines, des travaux de décapage, d'imperméabilisation et de compaction du sol. Ces travaux altèrent ou détruisent les racines nourricières des arbres, qui affaiblis et physiquement déstabilisés peuvent précipiter leur chute. Vu la délimitation des zones blanches et jaune, si une zone de protection de 5 mètres est ajoutée à la zone capable de bâtisse, il devient difficile de maintenir 5 arbres par parcelles.

C'est pourquoi, comme il est prévu de maintenir 40 % du lotissement boisé, nous avons proposé la plantation de haies d'essences feuillues indigènes, pour leur intérêt paysager et leur fonction de maillage écologique ».

Vu l'avis favorable conditionnel du service Incendie du 5 octobre 2011, sollicité le 16 septembre 2011, réceptionné en date du 7 octobre 2011 et libellé comme suit :

« Nous n'émettons aucune remarque sur le projet repris en objet en ce qui concerne les éléments repris sur les documents reçus pour l'étude.

Pour le reste, les remarques formulées aux points 2 et 3 de notre précédent rapport daté du 23 novembre 2009 (réf : voirie/41/5349/FP/CDC) restent d'application dans leur intégralité. »

« 2. Ressources en eau

a) Des bornes incendies BH80 conformes à la norme belge NBN S21-019 et aux normes EN1074-6 :2004-4 – EN 149384 :2005-2 devront être disposées le long de la nouvelle voirie, la distance entre ces hydrants ne pourra être supérieure à 100 m.

b) Ces prises d'eau devront être placées en dehors de la voie carrossable et des aires de stationnement des véhicules. Elles devront également être installées à une distance horizontale de 0,6 m au moins de la bordure des voies sur lesquelles les véhicules automobiles sont susceptibles de circuler ou d'être stationnés.

c) La nouvelle voirie doit être desservie par une conduite d'eau d'un diamètre intérieur de 80 mm minimum. Les bornes d'incendie prévues par le présent rapport, doivent être raccordées à cette conduite.

d) La signalisation des bornes d'incendie dont question doit être réalisée conformément à la circulaire ministérielle du 14.10.1975 relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies.

e) Chaque borne d'incendie, prise séparément, doit pouvoir fournir, à tout moment, un débit minimum de 20 m³/h. Le relevé sur place nous a permis de constater que l'hydrant souterrain face au n° du chemin du Rissouris offrait un débit de 20m³/h. Le débit aux nouvelles bornes devrait au moins être d'autant.

Nous conseillons de prendre contact avec la SWDE afin d'apporter les solutions les plus adéquates à ces remarques.

Si la SWDE n'est pas en mesure de garantir le débit demandé, des citernes d'eau pour l'extinction des incendies seraient à installer.

Les caractéristiques de ces citernes seront fournies par le service incendie, le cas échéant.

3. Construction

a) les constructions prévues au niveau des différents lots seront exclusivement de type unifamilial.

b) nous attirons votre attention sur l'obligation d'installer des détecteurs d'incendie dans tout logement individuel ou collectif conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 21.10.2004. »

Vu l'avis complémentaire du 21 mars 2012 du Service incendie libellé comme suit :

« En réponse à la demande téléphonique des services de l'urbanisme de votre administration, nous avons effectué un essai d'accessibilité à la voirie à créer faisant l'objet de la demande de permis de lotir par nos véhicules lourds en venant successivement du Chemin de Mons et Chemin du Rissouris. Cet essai fut concluant, les voiries existantes permettent dans leur état actuel l'accès à nos véhicules au futur lotissement.

Toutefois si des travaux importants d'aménagement devaient être réalisés nous conseillons les mesures suivantes afin d'optimiser cette accessibilité :

- largeur libres des voiries au moins 3,5m*
- rayon de courbure minimum du bord interne de la voirie de 5m pour un changement de direction de 0 à 90° et de 11m pour un changement de direction supérieur à 90°. »*

Vu les précisions apportées par le service incendie en date du 23 avril 2012 :

« Dans notre courrier du 21.03.2012 nous apportons les recommandations suivantes du Service Incendie dans l'éventualité de travaux importants d'aménagements des voiries existantes menant au lotissement en projet :

« Nous conseillons les mesures suivantes afin d'améliorer l'accessibilité :

- largeur libres des voiries au moins 3,5 m ;*
- rayon de courbure minimum du bord interne de la voirie de 5 m pour un changement de direction de 0 à 90° et de 11 m pour un changement de direction supérieur à 90° »*

Ces recommandations sont générales et peuvent s'étendre à toutes les voiries existantes de votre commune lorsque des travaux importants doivent y être réalisés. Elles n'ont pas de bases légales et n'ont donc aucun caractère contraignant mais correspondent à un avis technique du Service Incendie si celui-ci devait être sollicité. »

Vu la décision du Collège communal du 29 mai 2012 qui estime, sur base de l'avis circonstancié du Service Incendie, qu'« *il n'est pas nécessaire d'élargir la rue extérieure du lotissement* », à savoir le chemin du Rissouris ;

Vu l'avis favorable conditionnel de Hainaut Ingénierie Technique du 20 octobre 2011, réceptionné en date du 21 octobre 2011 ;

Vu l'enquête publique réalisée du 19 septembre 2011 au 3 octobre 2011 pour le motif suivant : articles 129 bis et quater du C.W.A.T.U.P.E. - création de 8 lots comme terrain à bâtir et construction d'une voirie en pavés en béton ;

Considérant qu'à l'issue de cette enquête publique, 13 lettres de réclamations ont été introduites ;

Considérant que celles-ci portent sur :

- Il s'agit du même projet que celui proposé le 16 octobre 2009 et plein de riverains qui habitent près de ce magnifique bois s'y étaient opposés, pourquoi remettre à nouveau ce projet alors que la Région wallonne avait émis un avis négatif sur ce projet ;
- L'abattage de nombreux vieux arbres (essences vieilles parfois d'un siècle) qui enlèverait tout son caractère forestier à la zone ;
- Le fait qu'aucun arbre ne pourra survivre, qu'il soit un simple résineux ou un chêne centenaire ou multiséculaire, dont ce coin du bois d'Hasnon ne manque pas, si l'on construit une habitation sur chaque lot plus une voirie en pavés de béton tel que le prévoit le plan ;
- Cette plantation ancienne vivifie l'atmosphère ;
- Dans la commune, de plus en plus d'espaces verts sont donnés dans les mains de promoteurs qui construisent n'importe comment ;
- Impacts non négligeables sur l'environnement et destruction de la qualité biologique exceptionnelle du site ;
- équilibre entre le nombre d'arbres et la quantité d'eau disponible, pas de souci de le préserver, il ne sera d'ailleurs toléré entre les parcelles que des murets ou haies et des parterres, buissons et plantations d'ornement ne dépassant pas une hauteur de 0,80 m par rapport au sol dans les zones de recul. Pas de mention du nombre d'arbres existant, du nombre qui sera détruit (en restera-t-il ?). Dans la littérature, il est dit qu'un pin avait besoin de 800 à 900l d'eau pour 1Kg de bois, soit 400 M3 d'eau pour 1M3 de bois. Cette approximation souligne l'importance du milieu naturel existant et est en complète opposition avec le « Néant » renseigné comme réponse à l'impact de ce projet sur l'environnement. Je crois savoir que l'examen préalable des effets environnementaux doit

être effectif avant de passer à l'étape suivante, sans les arbres, les riverains vivront les pieds dans l'eau ;

- atteinte à une réserve naturelle et forestière, à la biodiversité : faune (nombreuses espèces d'oiseaux tels que mésanges, pics épeiches, geais des chênes, pipistrelles, chouettes hulottes, ..., rongeurs, grenouilles, écureuils, chevreuils, lapins, papillons, abeilles ...), flore (plantes sauvages de toutes sortes, dont certaines produisent de très belles fleurs en saison, indispensables aux abeilles) ;
- Ne pouvons-nous pas sauvegarder, entretenir, bichonner le peu de zones boisées qui nous restent et le peu de vie sauvage qu'elles entretiennent ? ;
- La suppression de la nature n'est pas admissible, il s'agira d'un désastre irréversible, il faut préserver cette partie de la commune de Masnuy-Saint-Jean où la nature a encore tous ses droits ;
- Le projet est situé dans une zone archéologique ;
- Non utilisation des voiries existantes (chemin de Mons et du Rissouris) ;
- Le trafic dépasse l'entendement pour l'endroit, les chemins existants sont tout à fait insuffisants pour l'augmentation importante prévisible du trafic ;
- Il ne sera plus possible de circuler à pieds sur ces chemins sans trottoir avec cette augmentation de circulation ;
- Construction au centre de la parcelle d'une voirie en pavés de béton d'une largeur totale de 8m, avec un prolongement indispensable de rebroussement qui sera, à elle seule responsable de la destruction inutile de nombreux arbres ;
- La création d'une voirie (très large) au milieu de la parcelle permettra au propriétaire de réaliser un maximum de bénéfice au détriment de toute autre considération : au diable l'environnement, au diable la forêt, les chênes centenaires, au diable la faune, la flore et, bien sûr, au diable les habitants actuels des environs ! ;
- Accès :
 - o Largeur du chemin du Rissouris : 3 m
 - o Fossé de part et d'autre du chemin du Rissouris
 - o Jonction Chemin de Mons (largeur : 3m) et le chemin du Rissouris est à angle droit à petit rayon de courbure : impossible pour les camions et pire pour les semi-remorques de tourner (problème pour les pompiers)
 - o Les constructions du bout du chemin de Mons ont été réalisées par le chemin de Mons alors en double circulation ; sans utiliser le chemin du Rissouris. Ce qui est la seule possibilité pour les camions d'éviter d'avoir à tourner vers le chemin du Rissouris
 - o Cela n'est plus possible puisque le chemin de Mons est en sens interdit
 - o Estimation du nombre de camion rien que pour réaliser la route de 150m de long : 6 M3 par mètre courant de route, soit plus de 100 camions ; hormis les problèmes de trafic, les chemins de Mons et du Rissouris (sans sous-bassement) et la jonction actuelle sont condamnées à être détruits et donc à être refaits (un budget devrait être prévu pour réparer les dégâts) ;
- La situation géométrique de l'entrée du lotissement permet-elle l'accès à la grande échelle des pompiers ? ;
- Circulation routière non réglée bien que ce soit stipulé dans les attendus du Collège communal bien que une réunion de septembre-octobre 2010 stipule qu'une régulation de la circulation par la pose de panneaux de signalisation limitant l'usage uniquement à la circulation locale et que cela n'a pas été appliqué ;
- Le fait qu'une personne possède une grande surface ne justifie certainement pas que l'on casse le caractère prédominant de la zone. Ce d'autant plus qu'il est tout à fait possible en utilisant l'infrastructure existante de rester dans ce cadre : en utilisant le prolongement du chemin de Mons (qui est de plus équipé), et le chemin du Rissouris comme accès aux

terrains. C'est ce qui a été fait sur le terrain du coin du Chemin du Prince et de la rue des Prés ;

- Tous les riverains ont un grand terrain, imaginons que tous aient le même projet ;
- Dévalorisation du quartier, préjudice à la valeur des biens voisins ;
- Nombre excessif de parcelles (8 lots) ce qui est inapproprié au cadre forestier ;
- la zone est une ancienne zone d'habitat à caractère rural ;
- La densité de population résultant de la création du lotissement n'est pas en concordance avec cette zone typée d'habitat (voir sur le plan de secteur la moyenne des terrains voisins en rapport avec la moyenne des parcelles projetées), les habitations existantes sont construites sur suffisamment de terrain, entourées de suffisamment d'arbres dont de vieux chênes dans les habitants ont le plus grand soin, pour que cette partie du bois reste un poumon de la commune ;
- Endroit dénaturé : au lieu d'une forêt magnifique, il y aura une cité avec au minimum 8 maisons et probablement plus, puisque, d'après les plans consultés au service de l'Urbanisme, plus d'un endroit réservé à la construction permettra deux bâtiments jumelés avec un ou deux étages pour appartements éventuels ;
- L'administration a très probablement son rôle à jouer afin de préserver le caractère dominant de la zone d'habitat au prorata des taxes et droits de succession que l'on paie ;
- Risque de nuisances sonores créées par cette concentration de nouveaux logements dans ce coin calme ;
- Le site est à respecter et doit être utilisé comme terrain boisé qui est la nature de l'endroit ;
- Non-respect du calme et de la tranquillité, destruction du bois incompatible avec la beauté, le caractère paisible et plein de charme de l'endroit ;
- Avec ce projet, la région n'aura plus l'attrait qu'elle avait jadis ;
- Pollution des tronçonneuses et camions qui seront utilisés ;
- Quid de l'égouttage ? ;
- Évacuation individuelle des eaux usées par percolation est impossible vu la présence d'une nappe d'eau de surface variant selon la saison entre 60cm et 80cm par rapport au niveau du sol ;
- Demande de la plus grande prudence pour toutes excavations concernant le chemin du Rissouris vu la présence de câbles téléphoniques et de câbles de télédistribution dans le sol ;
- Le promoteur immobilier est étranger à la commune. Il ne semble pas avoir le moindre scrupule à vouloir détruire insidieusement ce que cette commune de Jurbise a de plus précieux : un environnement envié par beaucoup d'habitants des environs. Tout cela pour un maximum de profit ;
- Où est passée l'idée d'écologie et de « sauver la planète », les responsables politiques demandent à tous de gros efforts pour produire moins de CO² afin de « sauver » la planète, mais nous n'avons aucune frayeur de détruire nos forêts, absorbantes de gaz à effets de serre ;
- La déforestation est galopante dans le monde, notamment en Amazonie. Nous laissons faire cela chez nous, avec les quelques forêts qui nous restent, dont, pourtant nous avons de plus en plus besoin ;
- À cause de travaux effectués récemment par l'entrepreneur sans permission (abattage illégal d'arbres, dont de très beaux chênes) pour construire un nouveau chemin d'accès à la maison de feu Mme Gillard, les écureuils et les lapins se font de plus en plus rares ;
- Si nous n'intégrons pas les problèmes de la planète dans nos choix concrets actuels, il sera trop tard de la faire demain pour nos enfants ;

Considérant que l'avis de la CCATM a été sollicité une nouvelle fois ;

Considérant que le quorum de présence n'a pas été atteint par deux fois, que, néanmoins, toutes les conditions imposées dans l'avis du 25 janvier 2010 ont été respectées ;

Considérant que le projet se situe en bordure du Chemin du Rissouris et du Chemin de Mons ;

Considérant que l'entrée du lotissement se fera au départ du Chemin du Rissouris ;

Considérant que cette voirie est suffisamment équipée au sens de l'article 128 du CWATUPE ;

Qu'un réseau aérien composé d'une ligne électrique basse tension et d'une ligne de télédistribution existe, que des conduites d'eau existantes sont situées à proximité du lotissement (Chemin du Rissouris et Chemin de Mons), qu'un égout abouti à l'intersection du Chemin de Mons et du Chemin du Rissouris ;

Que les différents courriers d'Ores, de la S.W.D.E., de VOO et de Belgacom affirment la présence des impétrants nécessaires ;

Que le Chemin du Rissouris est une voirie asphaltée ;

Que le Conseil communal fait sienne la décision du Collège communal du 29 mai 2012 qui estime, sur base notamment de l'avis circonstancié du Service Incendie n'évaluant pas cet élargissement indispensable au regard du projet , qu'« *il n'est pas nécessaire d'élargir la rue extérieure du lotissement* », à savoir le chemin du Rissouris, parce que cette voirie n'est pas fortement utilisée et qu'elle est affectée à la circulation locale ; qu'en outre, cette voirie permet le passage des camions de pompiers ;

Considérant que l'accès au futur lotissement se fera par une voirie à créer ;

Que cette voirie comportera une chicane au départ du chemin du Rissouris ;

Que la bande de roulement de la future voirie aura une largeur de 4 mètres, à l'exception de la chicane qui sera plus large ;

Que cette largeur de voirie est suffisante pour desservir huit habitations, sans être, pour autant, excessive ;

Qu'une aire de rebroussement est prévue ;

Que le stationnement est interdit sur la voirie et l'aire de rebroussement ;

Considérant qu'un accotement empierré d'une largeur de 2 mètres est prévu, que le stationnement y sera autorisé et que le placement des impétrants et de l'égouttage y sera, en partie, réalisé ;

Considérant que la construction d'un garage et d'au minimum un emplacement de parking (de 3,00 m x 5,00 m) est imposée dans le cahier des prescriptions urbanistiques régissant le lotissement, pour les futures constructions ;

Que cette imposition permettra de limiter le stationnement des voitures sur les accotements ;

Considérant qu'un plan reprend le profil en travers de la voirie à réaliser, et un profil en long de l'égouttage à réaliser, que sur ces plans figurent les impétrants ;

Considérant que la future voirie ainsi que l'aire de rebroussement répondent aux exigences du service incendie, notamment celles émises dans le premier avis du 23 novembre 2009 ;

Considérant que le service incendie, dans son avis complémentaire du 21 mars 2012, a précisé que les voiries existantes permettent le passage des véhicules lourds ;

Considérant que l'option de la voirie en pavés de béton drainante traduit une volonté du lotisseur de limiter au maximum les rejets des eaux claires dans les réseaux existants ;

Que ce type de revêtement est de nature à mieux s'intégrer dans le cadre boisé et naturel de la zone tout en permettant un accès sécurisé et aisé aux huit habitations ; que ce revêtement est conforme au projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal en date du 28 février 2012 ;

Considérant que le lotisseur aurait pu choisir une solution moins onéreuse, à savoir d'asphalter l'ensemble, mais que cela aurait été peu compatible dans un environnement boisé qu'il a voulu préserver ;

Considérant que la future voirie s'intégrera au paysage et permettra à la fois de préserver les voiries existantes et de préserver les futures habitations des regards ;

Que de cette manière, la tranquillité du voisinage, des habitants du futur lotissement et du quartier sera préservée ;

Considérant que l'effet recherché dans le projet proposé est de maintenir un front boisé de manière à s'intégrer au mieux dans l'environnement existant ;

Considérant que les quelques habitations existantes dans l'environnement immédiat sont toutes intégrées à l'intérieur d'une zone boisée et possèdent des chemins d'accès, pour certains empierrés, de plusieurs mètres de long ;

Considérant que ces maisons sont finalement peu visibles depuis la route ;

Considérant qu'il en est de même avec la voirie à créer avec non pas une entrée directe sur le chemin du Rissouris mais avec une chicane la rendant moins visible ;

Que cette chicane d'une largeur de 6 mètres et s'évasant jusqu'à 8 mètres à la jonction avec le Chemin du Rissouris est de nature à sécuriser la sortie et l'entrée du lotissement sur ledit Chemin ;

Considérant que le lotisseur est soucieux de ne pas dénaturer le chemin du Rissouris ;

Considérant que l'ajout de 8 habitations dans le chemin du Rissouris augmentera évidemment le trafic, mais pas de manière significative ;

Considérant que des mesures, afin de faciliter le trafic, ont déjà été prises par la commune, notamment en asphaltant le chemin du Rissouris et en instaurant un sens unique ; que le chemin du Rissouris est, depuis le 20 février 2012, muni d'un panneau « excepté circulation locale » ;

Considérant qu'un lotissement, comme l'aurait souhaité certains riverains, à front de voirie aurait « saucissonné » l'ensemble du terrain et le résultat final aurait été que sur une bande de 60 mètres de profondeur longeant le chemin du Rissouris et le chemin de Mons, on aurait purement et simplement assisté à une mise à blanc complète ;

Qu'il aurait été plus simple et moins onéreux pour l'auteur du projet de créer le même nombre de lots, voire plus (puisque'il serait arrivé à 290 mètres de développement), en divisant les parcelles à front du chemin du Rissouris et du chemin de Mons ;

Que cette disposition des lots aurait entraîné un surcoût, pour l'environnement, en terme de déboisement ;

Considérant qu'un projet utilisant les voiries existantes et avec un recul des habitations similaires à celui des habitations existantes aurait abouti à la création de plusieurs chemins d'accès de plusieurs mètres de long ;

Considérant que la création d'une voirie qui joindrait également le Chemin de Mons n'est pas de nature à assurer un meilleur maillage des voiries ;

Qu'en effet, la rue ainsi créée serait plus longue et par conséquent plus dommageable pour cette zone boisée ;

Qu'en outre, le Chemin de Mons est un cul-de-sac, qu'il n'est donc pas avantageux, ni pour le futur lotissement, ni pour les riverains ou pour le développement futur du quartier de le relier, au travers du lotissement, au Chemin du Rissouris ;

Que le chemin de Mons est une voirie privée, bien que comportant un sentier vicinal d'une largeur d'un mètre repris à l'Atlas des chemins ; que le propriétaire de cette voirie ne souhaite pas autoriser le passage d'autres véhicules sur celle-ci ; que construire à front de ce chemin n'était donc pas envisageable ;

Que la prolifération de routes dans cette zone boisée n'est pas intéressante ;

Considérant que le projet ainsi conçu maintient volontairement les fossés périmétriques à front des deux voiries (Chemin de Mons et du Rissouris) sur une longueur de plus de 285 mètres qui seront curés et reprofilés correctement, assurant ainsi les caractéristiques des Bruyères d'avoir un réseau de fossés qui joue un rôle régulateur indéniable dans la rétention et l'évacuation lente des eaux de surface et laissant la biodiversité existante dans et aux abords des fossés (faune et flore) ;

Considérant que l'axe de l'entrée boisée de la propriété d'un riverain réclamant est exactement 12 mètres plus loin que l'axe de la voirie à créer et que, par conséquent, la lumière des phares des véhicules sortant de la nouvelle voirie ne pourra en aucun cas incommoder le réclamant ;

Considérant que la voirie à créer n'est pas de nature à créer une exclusion sociale;

Que les parcelles du chemin du Rissouris et du « bas » du chemin de Mons sont clôturées, isolées les unes des autres, avec des reculs pour les habitations parfois à plus de 10 mètres de la voirie ; que cette disposition ne favorise pas la création d'une cohésion sociale dans le quartier ;

Que, par contre, les 8 habitations qui pourront être construites auront un cadre commun, à savoir la voirie à front de laquelle elles vont s'implanter et que de ce fait, il existerait entre elles une certaine cohésion sociale ;

Vu que le lotissement est prévu sur une parcelle d'une superficie totale de 1 ha 57 a et 27 ca ;

Vu que les habitations seront de types isolées et implantées sur des parcelles d'une superficie moyenne de 17ares ; que cette densité correspond à la densité nette probable applicable au potentiel foncier prévue par le projet de schéma de structure communal qui est de 6,35 logements/ha ;

Considérant que les futurs constructeurs seront tenus de respecter le plan des végétations complétant le dossier ;

Considérant que les déboisements seront réduits au minimum et localisés essentiellement dans l'emprise de la future voirie et dans l'emprise des zones de bâtisses ;

Considérant qu'Ores, seul habilité à déterminer les besoins du quartier en termes d'électricité, n'a pas demandé, ni imposé qu'une cabine électrique soit prévue pour le lotissement ;

Considérant que le bien se trouve en zone d'assainissement individuel au P.A.S.H. et qu'une zone est prévue sur chaque lot pour la pose d'une station d'épuration individuelle ;

Considérant que le trop-plein de ces stations d'épuration individuelles sera repris de manière gravitaire par le réseau existant récemment aménagé ;

Considérant que des drains périmétriques aux constructions dans une structure drainante enrobée de bidim seront posés de manière à éviter un excès d'eau sur les parcelles ; que ces drains seront localisés tout autour des zones de bâtisse et que l'eau sera rejetée vers les fossés existants et situés

de part et d'autre du terrain à lotir et ce conformément au plan joint en annexe (le tracé à respecter est celui figurant en bleu) et aux conditions dans cette décision ;

Considérant que sur base de toutes ces données, le Conseil communal estime que le projet est mieux intégré au maillage urbanistique environnant que si l'on choisissait l'option de construire à front des voiries existantes sur une distance de 290 mètres ;

Considérant que le souhait du Conseil communal est d'autoriser la construction de la nouvelle voirie afin de préserver au maximum l'aspect boisé des lieux sur base du plan de végétation fourni ;

Considérant que le projet est conforme au projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal en date du 28 février 2012 ;

Que la voirie sera perméable ; que la qualité de l'espace-rue a été privilégiée par la création d'une nouvelle voirie permettant une cohésion sociale au sein du lotissement, la sécurisation des voiries et la préservation de la végétation le long des voiries existantes ;

Considérant que la solution retenue d'une voirie avec une aire de rebroussement permet une utilisation rationnelle de la parcelle dans un but de maintenir une zone boisée sur tout le périmètre du projet ;

Que le maintien de ce front boisé assure la tranquillité du quartier et permet un bon aménagement des lieux par une intéressante intégration paysagère du projet au vu de son cadre environnant ;

Que cette voirie répond aux exigences des autorités consultées ;

Qu'elle n'est pas de nature à créer une exclusion sociale ;

Qu'elle assure le maillage des voiries existantes ;

Qu'elle assure la sécurité de ses usagers ;

Considérant que, conformément à l'article 129bis, §4, alinéa 1, du CWATUPE, « *l'accord du conseil communal (...) ne dispense pas du permis d'urbanisme requis.* »

Décide, à l'unanimité:

Article 1er : de marquer son accord sur l'ouverture d'une nouvelle voirie, sous les conditions suivantes:

1. rétrocéder la voirie à créer à titre gratuit à la Commune de Jurbise en vertu de l'engagement de Monsieur Faussonne,
2. respecter l'avis favorable conditionnel du H.I.T. du 21 octobre 2011,
3. respecter les avis du service incendie du 5 octobre 2011 et du 21 mars 2012 à l'exception des recommandations générales relatives à la largeur libre des voiries existantes et au rayon de courbure des voiries existantes ;
4. respecter l'avis de la C.C.A.T.M. ;
5. respecter les nouveaux plans introduits par le demandeur en ce compris le plan intitulé « Plan de drainage périmétrique à la zone de bâtisse », en son seul tracé bleu. ;
6. procéder à un état des lieux contradictoire du chemin du Rissouris en présence d'un représentant de l'administration communale avant et après le chantier de construction de la voirie ;
7. se conformer aux obligations du Code de l'eau, en ce qui concerne les stations d'épurations individuelles ;
8. curer et reprofiler les fossés périmétriques soit 181 m de fossé le long du chemin de Mons empierré et 116 m le long du chemin du Rissouris.

Article 2 : De transmettre un exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

31. Enseignement – Renouvellement de la Commission Paritaire Locale (COPALOC) et désignation des membres – Désignation

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, en son article 1122-34 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la nécessité de renouveler la Commission Paritaire Locale (COPALOC) par la désignation de six membres effectifs et de trois membres suppléants qui succéderont aux membres effectifs suivants : CAULIER Guy, PIGEON Michel, DUBOIS Guy, POTTIEZ Pierre, MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale, ROBETTE-DELPUTTE Francine ainsi qu'aux membres suppléants suivants : DESMET-CULQUIN Brigitte, VANDERKEL Annick et DECAMPS Philippe ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné publié le 13/09/1995 ;

Procède au scrutin secret pour la désignation des représentants du Pouvoir Organisateur de la COPALOC /Membres effectifs (6);

19 conseillers prennent part au vote ;

19 bulletins sont trouvés dans l'urne ;

Le dépouillement donne le résultat suivant :

Madame Galant obtient 15 voix ;

Monsieur Caulier obtient 15 voix ;

Madame Robette-Delputte obtient 16 voix ;

Monsieur Chanoine obtient 16 voix ;

Monsieur Dubois obtient 16 voix ;

Madame Mauroy-Moulin-Stalpaert obtient 16 voix ;

Monsieur Horny obtient 2 voix ;

Madame Senecaut obtient 2 voix ;

Monsieur Breuse obtient 2 voix ;

Monsieur Delhay obtient 2 voix ;

Madame Decoster obtient 2 voix ;

Madame Petit obtient 2 voix.

Il y a 1 bulletin nul.

Procède au scrutin secret pour la désignation des représentants du Pouvoir Organisateur de la COPALOC /Membres suppléants (3);

19 conseillers prennent part au vote ;
19 bulletins sont trouvés dans l'urne ;

Le dépouillement donne le résultat suivant :

Monsieur Pottiez obtient 15 voix ;
Monsieur Egels obtient 15 voix ;
Madame Culquin-Desmet obtient 15 voix ;
Monsieur Breuse obtient 4 voix ;
Monsieur Delhayé obtient 4 voix ;
Madame Petit obtient 4 voix ;

Il y a **0** bulletin(s) blanc.

Décide, en conséquence :

Art.1 : De désigner les représentants du Pouvoirs Organisateur de la COPALOC comme suit :

Membres effectifs (6) : **Mesdames Galant, Robette-Delputte, Mauroy-Moulin-Stalpaert, et Messieurs Caulier, Chanoine et Dubois ;**

Membres suppléants (3) : **Madame Culquin-Desmet et Messieurs Pottiez et Egels.**

Art. 2 : Un extrait de la présente délibération sera transmis à la Communauté Française pour disposition.

Au cours du dépouillement, l'Echevine de la Culture quitte la séance puis la réintègre. Au cours des mêmes opérations, Monsieur Breuse quitte la séance puis la réintègre.

-
32. **Personnel - Courriers des 21 et 29 janvier 2013 du SPW – Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux de l'Action sociale et de la Santé – Direction du Hainaut : approbation des corrections et modifications apportées au Règlement de Travail et au Statut administratif communaux par délibérations du 18 décembre 2012 – information**

Le Conseil Communal,

Prend connaissance de l'information.

-
33. **Question(s) orale(s).**

« Madame Petit interroge l'Echevin des Travaux sur l'état de la rue de la Jonction à Jurbise, et demande notamment quand les travaux de réfection pourront être envisagés. L'Echevin des Travaux lui explique les raisons de la dégradation de cette voirie (phénomène de barrière de dégel) et précise que les réparations nécessaires devraient pouvoir être réalisées dès la fin de la période actuelle de gel et l'arrivée de températures plus clémentes ».

« Madame Petit l'interroge également sur l'état de la rue du Temple à Herchies. Pour ce cas précis, l'Echevin des Travaux lui rétorque que l'état de la voirie est aussi et surtout le résultat des écoulements d'eau sur la voirie, écoulements causés par l'absence de drains sur les terrains agricoles situés de par et d'autre de la voirie. Les cultivateurs concernés sont informés de la nécessité de poser ces drains, et les problèmes actuellement rencontrés devraient dès lors disparaître quand le nécessaire aura été fait ».

« Enfin, Madame Petit interroge le Collège communal sur les dispositions prises, sur ces voiries, pour le ramassage des encombrants. La Présidente lui répond qu'un courrier a été envoyé dès le lendemain du constat des problèmes, demandant notamment aux riverains de sortir leurs sacs et encombrants selon les consignes habituelles afin que le Service Propreté puisse se charger de leur placement à un endroit accessible pour les camions de ramassage ».

HUIS CLOS

La Présidente lève la séance.

Par le Conseil Communal,

Le Secrétaire Communal f.f,

Stéphane GILLARD

La Présidente,

Jacqueline GALANT